

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

SÉRIE A/B

ARRÊTS, ORDONNANCES ET AVIS CONSULTATIFS

FASCICULE N° 52

**AFFAIRE RELATIVE A L'ADMINISTRATION
DU PRINCE VON PLESS**

(EXCEPTION PRÉLIMINAIRE)

ORDONNANCE DU 4 FÉVRIER 1933

XXVI^m° SESSION

1933

XXVIth SESSION

ORDER OF FEBRUARY 4th, 1933

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

SERIES A./B.

JUDGMENTS, ORDERS AND ADVISORY OPINIONS

FASCICULE No. 52

**CASE CONCERNING THE ADMINISTRATION
OF THE PRINCE VON PLESS**

(PRELIMINARY OBJECTION)

LEYDE
SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS
A. W. SIJTHOFF

LEYDEN
A. W. SIJTHOFF'S
PUBLISHING COMPANY

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

1933.
Le 4 février.
Rôle général
nos 49 et 55.

ORDONNANCE
RENDUE A LA DATE DU 4 FÉVRIER 1933

VINGT-SIXIÈME SESSION (EXTRAORDINAIRE)

4 février 1933.

AFFAIRE RELATIVE A L'ADMINISTRATION
DU PRINCE VON PLESS
(EXCEPTION PRÉLIMINAIRE)

Présents : MM. ADATCI, *Président* ; GUERRERO, *Vice-Président* ;
le baron ROLIN-JAEQUEMYS, le comte ROSTWOROWSKI,
FROMAGEOT, ANZILOTTI, URRUTIA, sir CECIL HURST,
MM. SCHÜCKING, NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA,
M. WANG, *juges*.

La Cour permanente de Justice internationale,
ainsi composée,
après délibéré en Chambre du Conseil,
vu les articles 40 et 48 du Statut,
vu les articles 33, 35, 38 et 40 du Règlement,

Rend l'ordonnance suivante :

EN CE QUI CONCERNE L'ÉTAT DE LA PROCÉDURE :

Considérant que, par une requête du 18 mai 1932, transmise
le même jour au Greffier de la Cour par lettre du ministre
d'Allemagne à La Haye, le Gouvernement du Reich allemand
a introduit devant la Cour permanente de Justice internationale
une instance contre le Gouvernement de la République de

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

1933.
February 4th.
General List:
Nos. 49 and 55.

ORDER MADE ON FEBRUARY 4th, 1933.

TWENTY-SIXTH (EXTRAORDINARY) SESSION.

February 4th, 1933.

CASE CONCERNING THE ADMINISTRATION
OF THE PRINCE VON PLESS
(PRELIMINARY OBJECTION)

Present : MM. ADATCI, *President* ; GUERRERO, *Vice-President* ;
Baron ROLIN-JAEQUEMYS, Count ROSTWOROWSKI,
MM. FROMAGEOT, ANZILOTTI, URRUTIA, Sir CECIL HURST,
MM. SCHÜCKING, NEGULESCO, Jhr. VAN EYSINGA,
M. WANG, *Judges*.

The Permanent Court of International Justice,
composed as above,
after deliberation,
having regard to Articles 40 and 48 of the Statute,
having regard to Articles 33, 35, 38 and 40 of the Rules
of Court,

Makes the following Order :

WITH REGARD TO THE PRESENT POSITION OF THE PROCEEDINGS :

Whereas, by an Application dated May 18th, 1932, and transmitted to the Registrar of the Court in a letter from the German Minister at The Hague of the same day, the Government of the German Reich brought before the Permanent Court of International Justice a suit against the Government

Pologne, fondée sur l'allégation d'une violation par le Gouvernement polonais de certaines obligations découlant pour lui de la Convention de Genève du 15 mai 1922, relative à la Haute-Silésie, à l'égard de l'administration du prince von Pless, ressortissant polonais appartenant à la minorité allemande en Haute-Silésie polonaise ;

Que, dans ladite requête, à laquelle étaient jointes diverses annexes, le Gouvernement allemand expose, sous la forme des conclusions suivantes, l'objet du différend :

« Plaise à la Cour dire et juger....

1° que l'attitude du Gouvernement et des autorités polonais à l'égard de l'administration du prince von Pless dans l'affaire des impôts sur le revenu pour les années fiscales 1925 à 1930, — notamment en ce qui concerne l'application de la procédure par défaut, le cumul des échéances de plusieurs années fiscales, l'interprétation et l'application des dispositions relatives à l'amortissement, à la non-imposition des charges afférentes à l'acquisition, la conservation et la sécurité du revenu, ainsi que la réévaluation des bilans, — est en contradiction avec les articles 67 et 68 de la Convention de Genève ;

2° que les actes des autorités fiscales pris en contradiction avec les dispositions précitées sont, aux termes de l'article 65 de la Convention de Genève, nuls et de nul effet ;

3° que le Gouvernement polonais est tenu d'allouer au prince von Pless une indemnité pour le préjudice causé par l'attitude mentionnée sous 2° ; et réserver au Gouvernement requérant l'indication ultérieure du montant de cette indemnité ;

4° que l'administration du prince von Pless jouit de la pleine liberté de nommer ses employés et ses ouvriers sans distinction de race ou de langue, et cela sans se voir exposée à cet égard à une pression quelconque du Gouvernement et des autorités polonais » ;

Considérant que les délais pour la présentation des pièces de la procédure écrite furent, après prorogations successives, fixés de telle sorte que le délai imparti au Gouvernement allemand pour la présentation de son Mémoire expirait le 22 juillet 1932 et le délai imparti au Gouvernement polonais pour la présentation de son Contre-Mémoire expirait le 10 octobre 1932 ;

Considérant que le Gouvernement allemand a dûment présenté son Mémoire dans le délai fixé ; que ce Gouvernement a soumis à la Cour, sur invitation de celle-ci, de nombreuses pièces justificatives additionnelles ; que, toutefois, le Mémoire se borne à renvoyer à la requête et ne formule pas, comme l'exige le texte de l'article 40 du Règlement, les conclusions du Gouvernement allemand ;

Considérant que, par un acte déposé au Greffe le 8 octobre 1932 et accompagné d'un « Contre-Mémoire préliminaire »,

of the Republic of Poland, founded on an alleged violation by the Polish Government of certain obligations incumbent upon that Government under the Geneva Convention of May 15th, 1922, concerning Upper Silesia, in regard to the Administration of the Prince von Pless, a Polish national belonging to the German minority in Polish Upper Silesia ;

Whereas in its Application, to which various annexes were appended, the German Government formulates the subject of the dispute in the following submissions :

“May the Court be pleased to give judgment....

(1) that the attitude of the Polish Government and authorities towards the Pless Administration in the matter of income taxes for the fiscal years 1925-1930—especially as regards the application of the procedure by default, the accumulation of the amounts due over several fiscal years, the interpretation and application of the provisions concerning depreciation and the non-taxation of charges relating to the acquisition, maintenance and security of revenue, together with the revaluation of items in the balance sheets—is in conflict with Articles 67 and 68 of the Geneva Convention ;

(2) that acts of the fiscal authorities in conflict with the aforementioned provisions are, according to Article 65 of the Geneva Convention, null and void ;

(3) that the Polish Government is bound to indemnify the Prince von Pless for the damage resulting from the attitude referred to in (2) above, and that the applicant Government shall subsequently be given an opportunity of stating the figure claimed for this indemnity ;

(4) that the Pless Administration enjoys full liberty to appoint its employees and workmen, regardless of race and language, without being exposed in this connection to any pressure whatever from the Polish Government and authorities” ;

Whereas the time-limits for the presentation of the documents of the written proceedings were, after successive extensions, fixed so that the period allowed to the German Government for the presentation of its Case expired on July 22nd, 1932, and the period allowed to the Polish Government for the presentation of its Counter-Case expired on October 10th, 1932 ;

Whereas the German Government duly filed its Case within the prescribed time ; and whereas, at the request of the Court, it also submitted a series of additional documents in support of the Case ; but whereas the said Case merely refers back to the Application and does not, as required by Article 40 of the Rules, formulate the submissions of the German Government ;

Whereas, by a document, accompanied by a Preliminary Counter-Case, filed with the Registry on October 8th, 1932,

le Gouvernement de la République polonaise, se référant à l'article 38 du Règlement, a opposé préliminairement à la demande du Gouvernement allemand une exception concluant à ce qu'il plaise à la Cour « déclarer la demande du Gouvernement allemand irrecevable » ;

Considérant qu'en présence de l'exception préliminaire du Gouvernement polonais, la Cour a fixé au 31 octobre 1932 la date jusqu'à laquelle le Gouvernement allemand pouvait présenter ses observations et conclusions écrites sur ladite exception ;

Qu'à la date du 31 octobre 1932, le Gouvernement allemand a présenté un exposé par lequel il conclut en priant la Cour de « rejeter l'exception soulevée par le Gouvernement polonais ; déclarer la requête recevable ; la retenir pour statuer au fond » ;

Considérant que, les 7, 9, 10 et 11 novembre 1932, M. le professeur Dr Erich Kaufmann, agent désigné par le Gouvernement allemand, M. Th. Sobolewski, conseiller supérieur à l'Office du Contentieux de l'État polonais, agent désigné par le Gouvernement polonais, et M. le professeur Gaston Jèze, conseil du Gouvernement polonais, ont, en audiences publiques de la Cour, présenté les observations orales respectives des Parties sur l'exception préliminaire ci-dessus visée ;

EN CE QUI CONCERNE L'EXCEPTION PRÉLIMINAIRE :

Considérant que le Gouvernement allemand a introduit la présente instance en se fondant sur l'article 72, alinéa 3, de la Convention de Genève, aux termes duquel la Pologne agrée qu'en cas de divergence d'opinions sur des questions de droit ou de fait concernant les articles qui précèdent, entre le Gouvernement polonais et l'une quelconque des Principales Puissances alliées et associées, ou toute autre Puissance, membre du Conseil de la Société des Nations, cette divergence sera considérée comme un différend ayant un caractère international selon les termes de l'article 14 du Pacte de la Société des Nations ; et agrée que tout différend de ce genre sera, si l'autre Partie le demande, déféré à la Cour permanente de Justice internationale ;

Considérant que l'exception préliminaire proposée par le Gouvernement polonais en vertu de l'article 38 du Règlement, et concluant à ce qu'il plaise à la Cour de déclarer la demande du Gouvernement allemand irrecevable, est fondée sur les motifs exposés dans le « Contre-Mémoire préliminaire » qui accompagnait ladite exception ;

Considérant que le Gouvernement polonais soutient, en premier lieu, qu'il n'y aurait pas une divergence d'opinions entre les Gouvernements allemand et polonais au sens de l'article 72, alinéa 3, de la Convention de Genève ;

Considérant que, pour déterminer s'il y a ou non cette divergence, il est nécessaire de déterminer quel est l'objet du

the Government of the Polish Republic raised, under Article 38 of the Rules, a preliminary objection to the German Government's Application, submitting that the Court should "declare the German Government's Application inadmissible";

Whereas, in view of the preliminary objection of the Polish Government, the Court fixed October 31st, 1932, as the date by which the German Government might present its observations and conclusions in writing in regard to the said objection;

Whereas, on October 31st, 1932, the German Government filed a statement, asking the Court to "overrule the objection raised by the Polish Government; to declare the Application admissible; and to retain it for judgment on the merits";

Whereas, on November 7th, 9th, 10th and 11th, 1932, at public sittings of the Court, Professor Dr. Erich Kaufmann, the Agent appointed by the German Government, M. Th. Sobolewski, Principal Legal Adviser to the Polish Department of State Litigation, Agent appointed by the Polish Government, and Professor Gaston Jèze, Counsel for the Polish Government, presented oral arguments on behalf of the respective Parties upon the above-mentioned preliminary objection;

AS REGARDS THE PRELIMINARY OBJECTION :

Whereas the German Government, in instituting the present proceedings, has founded itself on Article 72, paragraph 3, of the Convention of Geneva, by which Poland agrees that any difference of opinion as to questions of law or of fact arising out of the preceding articles between the Polish Government and any one of the Principal Allied and Associated Powers, or any other Power, a Member of the Council of the League of Nations, shall be held to be a dispute of an international character under Article 14 of the Covenant of the League of Nations; and agrees that any such dispute shall, if the other Party thereto demands, be referred to the Permanent Court of International Justice;

Whereas the preliminary objection filed by the Polish Government under Article 38 of the Rules of Court, submitting that the Court should declare the German Government's Application inadmissible, is based on the reasons set forth in the Preliminary Counter-Case which accompanied the said objection;

Whereas the Polish Government maintains, in the first place, that between the German and Polish Governments there exists no difference of opinion within the meaning of Article 72, paragraph 3, of the Geneva Convention;

Whereas, in order to determine whether such a difference does or does not exist, it is necessary to determine what is

litige ; qu'aux termes de l'article 40 du Statut, c'est la requête qui indique l'objet du différend ; que le Mémoire, tout en pouvant éclaircir les termes de la requête, ne peut pas dépasser les limites de la demande qu'elle contient ;

Considérant qu'au n° 1 de sa requête introductive d'instance, le Gouvernement allemand énumère certains actes qu'il impute au Gouvernement polonais et qui, selon le Gouvernement allemand, constitueraient une attitude du Gouvernement et des autorités polonais à l'égard de l'administration du prince von Pless contraire aux dispositions des articles 67 et 68 de la Convention de Genève ; que, cependant, cette énumération, introduite par le mot « notamment », n'est pas limitative et ne prétend pas épuiser la matière ;

Considérant d'autre part que, au n° 4 de la requête, aucun acte déterminé n'est signalé comme constituant une violation de la Convention de Genève ; que l'examen de la requête allemande conduit à se demander quel est le rapport entre le n° 4 et les nos 1 à 3 de la requête, en particulier à se demander si ledit n° 4 a été formulé en vue des mêmes actes que ceux qui sont visés au n° 1 ; que ce point pourrait avoir une grande importance pour déterminer l'existence et la portée d'une divergence d'opinions entre les deux Gouvernements au sens de l'article 72, alinéa 3, de la Convention de Genève ;

Considérant, en effet, que le Gouvernement polonais soutient que les actes indiqués au n° 1 de la requête ne concernent qu'un différend entre le Fisc polonais et le contribuable prince von Pless ; qu'il se déclare d'accord avec le Gouvernement allemand sur le principe formulé au n° 4 et conteste que ledit principe ait été violé ou méconnu par lui ; que, par contre, le Gouvernement allemand semble envisager les actes mentionnés au n° 1 comme un moyen dont le Gouvernement polonais se serait servi pour exercer sur le prince von Pless une pression illicite ; que, dès lors, l'existence d'une divergence d'opinions au sens de l'article 72, alinéa 3, de la Convention de Genève apparaît indissolublement liée aux faits allégués par le demandeur et ne peut être constatée que sur la base d'une connaissance complète de ces faits, telle que seule la procédure sur le fond pourra la fournir ;

Considérant que le Gouvernement allemand, par le n° 3 des conclusions de sa requête, demande à la Cour de dire que le Gouvernement polonais est tenu d'allouer au prince von Pless

the subject of the dispute ; whereas, under Article 40 of the Statute, it is the Application which sets out the subject of the dispute, and the Case, though it may elucidate the terms of the Application, must not go beyond the limits of the claim as set out therein ;

Whereas, in submission No. 1 of its Application instituting proceedings, the German Government enumerates certain acts for which it alleges that the Polish Government is responsible, and which, in the German Government's view, constitute an attitude on the part of the Polish Government and authorities towards the Administration of the Prince von Pless inconsistent with Articles 67 and 68 of the Geneva Convention ; whereas, however, the said enumeration, which is prefaced by the word "especially", is not exhaustive in character, and does not purport to be complete ;

Whereas, on the other hand, in submission No. 4 of the Application, no specific act is indicated as constituting a violation of the Geneva Convention ; whereas an examination of the German Application raises the question what is the relation between submission No. 4 and submissions Nos. 1 to 3 of the Application, and, in particular, whether the said submission No. 4 is intended to refer to the same acts as those envisaged in submission No. 1 ; and whereas this point may be of considerable importance in determining the existence and scope of a difference of opinion between the two Governments within the meaning of Article 72, paragraph 3, of the Geneva Convention ;

Whereas, moreover, the Polish Government maintains that the acts mentioned in submission No. 1 of the Application relate only to a dispute between the Polish Treasury and the Prince von Pless as a tax-payer ; whereas it states that it is in agreement with the German Government as regards the principle enunciated in submission No. 4 and denies that that principle has been violated or disregarded by it ; whereas, on the other hand, the German Government appears to regard the acts mentioned in submission No. 1 as means used by the Polish Government of bringing unlawful pressure to bear upon the Prince von Pless ; and as, accordingly, the question whether there is a difference of opinion, within the meaning of Article 72, paragraph 3, of the Geneva Convention, appears to be inextricably bound up with the facts adduced by the Applicant and can only be decided on the basis of a full knowledge of these facts, such as can only be obtained from the proceedings on the merits ;

Whereas the German Government, in submission No. 3 of its Application, asks the Court to decide that the Polish Government is bound to indemnify the Prince von Pless for the

une indemnité pour le préjudice causé par son attitude mentionnée sous le n° 2 et de réserver au Gouvernement requérant l'indication ultérieure du montant de cette indemnité ;

Considérant que la demande ainsi formulée soulève une question quant à la compétence de la Cour, question qui est liée à celle de savoir si, se basant sur l'article 72, alinéa 3, de la Convention de Genève, un État peut, en sa qualité de Membre du Conseil, demander qu'une indemnité soit allouée au profit d'un minoritaire ressortissant de l'État défendeur ; que, dès lors, et comme cette dernière question — que la Cour croit devoir soulever d'office — relève du fond, la Cour ne saurait statuer sur la question de compétence avant d'avoir entendu les arguments quant au fond ;

Considérant que le Gouvernement polonais soutient, en second lieu, que la requête ne serait pas recevable tant que le prince von Pless n'aurait pas épuisé les moyens de recours qui lui sont ouverts par les lois polonaises ;

Considérant qu'à l'appui des griefs allégués par le Gouvernement allemand contre le Gouvernement polonais se trouvent plusieurs sentences fiscales rendues par les autorités polonaises contre le prince von Pless ;

Mais considérant que ces sentences ne sont pas définitives ; Qu'en effet, les 3 et 4 février et 10, 12 et 14 mai 1930, le prince von Pless s'est pourvu devant la « Commission d'appel » contre les taxations dont il avait fait l'objet, pour les années 1925-1929, de la part de l'autorité de première instance (« Commission d'assiette ») ; que les décisions de la Commission d'appel sont intervenues les 11 et 14 juillet, 14 et 15 novembre, et 20 décembre 1930 ;

Considérant que, par décret du 21 août 1931, le ministre des Finances de Pologne a « invalidé les décisions de la Commission de recours appelée à examiner la question de l'impôt sur le revenu du prince von Pless pour les années 1925 à 1929 » et « arrêté une nouvelle procédure de recours en vue de modifier l'appréciation de certains chiffres qui, antérieurement, ont été portés sur la liste du revenu soumis à l'impôt » ;

Considérant que les nouvelles décisions de la Commission d'appel sur les pourvois du prince von Pless contre les impositions dont il avait fait l'objet de la part de la Commission d'assiette pour les années 1925-1929, sont intervenues le 10 mars 1932 ; que, les 19, 20 et 26 avril et 9 et 10 mai 1932, le prince von Pless a porté plainte devant le Tribunal suprême administratif de Pologne contre lesdites décisions ;

damage resulting from the attitude referred to in submission No. 2 and asks to be given at a later date an opportunity of stating the figure claimed for this indemnity ;

Whereas the claim thus made raises a question regarding the Court's jurisdiction, and as this question is connected with another, namely, whether, on the basis of Article 72, paragraph 3, of the Geneva Convention, a State, in its capacity as a Member of the Council, may claim that an indemnity be awarded to a national of the respondent State, who is a member of a minority; and as the latter question—which the Court feels called upon to raise *proprio motu*—concerns the merits, the Court cannot pass upon the question of jurisdiction until the case has been argued upon the merits;

Whereas the Polish Government maintains, in the second place, that the Application is inadmissible so long as the Prince von Pless has not exhausted the means of redress open to him under Polish law ;

Whereas, in support of the complaints lodged by the German Government against the Polish Government, a number of decisions given by the Polish authorities against the Prince von Pless relating to taxes payable by him are cited ;

But whereas no final decisions have been given ;

Whereas, in fact, on February 3rd and 4th and May 10th, 12th and 14th, 1930, the Prince von Pless appealed to the "Revising Commission" against the amounts of tax for which he had been assessed for the years 1925-1929 by the authority of first instance (the "Assessment Commission"); and as the decisions of the Revising Commission were given on July 11th and 14th, November 14th and 15th, and December 20th, 1930 ;

Whereas, by a decree of August 21st, 1931, the Polish Minister of Finance "annulled the decisions of the Revising Commission whose duty it was to examine the question of the Prince von Pless's income-tax for the years 1925-1929"¹ and "ordered a further enquiry with a view to modifying certain figures which had previously been included in the list of taxable income";

Whereas new decisions by the Revising Commission upon the appeals of the Prince von Pless against his assessments by the Assessment Commission for 1925-1929 were given on March 10th, 1932 ; whereas, on April 19th, 20th, 26th and May 9th and 10th, 1932, the Prince von Pless appealed to the Supreme Polish Administrative Tribunal against these decisions ;

¹ This passage is rendered as follows in the English version of the Minutes of the Council of the League of Nations (meeting of Sept. 19th, 1931, 65th Session) "... the *Commission of Enquiry* appointed to examine....".

Considérant que le Gouvernement allemand soutient que la règle dite de l'épuisement des moyens de recours internes n'est pas applicable dans l'espèce ;

Considérant que le Gouvernement allemand entend se prévaloir de certaines prétendues violations des lois fiscales polonaises, violations qui ont donné lieu aux recours du prince von Pless ci-dessus mentionnés ;

Considérant que la Cour n'estime pas nécessaire de se prononcer sur l'applicabilité du principe de l'épuisement des recours internes dans la présente ordonnance, étant donné qu'il y aura pour elle, en toutes circonstances, un avantage certain, au point de vue de l'administration des preuves, à connaître les sentences rendues en dernière instance par le Tribunal suprême administratif de Pologne sur les plaintes du prince von Pless actuellement pendantes devant cette juridiction ; qu'elle doit, partant, régler sa procédure de manière à s'assurer cette possibilité ;

Considérant qu'il est désirable qu'en préparant son Contre-Mémoire quant au fond, l'agent du Gouvernement polonais puisse tenir compte desdites sentences définitives ;

Considérant, toutefois, que ce qui précède ne saurait entraver l'application des dispositions de la Partie III, titre premier, de la Convention de Genève ;

Qu'il convient, dès lors, de réserver au Gouvernement allemand, requérant, la faculté de faire valoir devant la Cour qu'un retard injustifié aurait été apporté par le Tribunal suprême administratif de Pologne au prononcé desdites sentences — la Cour se réservant de statuer à cet égard après avoir entendu contradictoirement les deux Parties ;

LA COUR,

1) joint l'exception préliminaire proposée par le Gouvernement polonais au fond de l'affaire relative à l'administration du prince von Pless, afin de statuer par un seul et même arrêt sur l'exception et, si celle-ci n'est pas admise, sur le fond ;

2) soulève d'office la question de savoir si la Cour est compétente pour connaître d'une demande en indemnité formulée par un État en sa qualité de Membre du Conseil, se basant sur l'article 72, alinéa 3, de la Convention de Genève, au profit d'un minoritaire ressortissant de l'État défendeur ;

3) fixe comme suit les délais ultérieurs pour le dépôt des pièces de la procédure écrite quant au fond :

a) pour la présentation du Contre-Mémoire par le Gouvernement polonais : le 15 août 1933 ;

Whereas the German Government maintains that the rule as to the exhaustion of internal means of redress does not apply in this case ;

Whereas the German Government intends to rely on certain alleged violations of the Polish fiscal laws, and as it is these violations which have caused the Prince von Pless to bring the appeals above mentioned ;

Whereas the Court does not consider it necessary to pass upon the question of the applicability of the principle as to the exhaustion of internal means of redress in the present Order since, in any event, it will certainly be an advantage to the Court, as regards the points which have to be established in the case, to be acquainted with the final decisions of the Supreme Polish Administrative Tribunal upon the appeals brought by the Prince von Pless and now pending before that Tribunal ; and as the Court must therefore arrange its procedure so as to ensure that this will be possible ;

Whereas it is desirable that the Agent for the Polish Government should be enabled, when preparing his Counter-Case on the merits, to take these final decisions into account ;

Whereas, however, the foregoing must not be allowed to interfere with the operation of the provisions of Part III, Head I, of the Geneva Convention ;

Whereas, accordingly, the German Government—the Applicant—must be given an opportunity of submitting to the Court that there has been an unwarrantable delay by the Supreme Polish Administrative Tribunal in rendering these decisions—though the Court will reserve judgment upon this point until after it has heard argument by the two Parties ;

THE COURT,

(1) joins the preliminary objection raised by the Polish Government to the merits of the suit concerning the Administration of the Prince von Pless in order to pass upon the objection and, if the latter is overruled, upon the merits, by means of a single judgment ;

(2) raises *proprio motu* the question whether the Court has jurisdiction to entertain a claim for an indemnity put forward by a State, in its capacity as Member of the Council, on the basis of Article 72, paragraph 3, of the Geneva Convention, on behalf of a national of the respondent State who is a member of a minority ;

(3) fixes as follows the time-limits for the filing of the documents of the written proceedings on the merits :

(a) for the filing of the Counter-Case by the Polish Government : August 15th, 1933 ;

b) pour la présentation de la Réplique par le Gouvernement allemand : le 15 septembre 1933 ;

c) pour la présentation de la Duplique par le Gouvernement polonais : le 15 octobre 1933 ;

4) décide, au cas où l'agent du Gouvernement polonais, se fondant sur ce que le Tribunal suprême administratif de Pologne n'aurait pas prononcé, au 1^{er} juillet 1933, ses sentences sur les plaintes du prince von Pless des 19, 20 et 26 avril et 9 et 10 mai 1932, demanderait à obtenir (conformément à l'article 33 du Règlement) la prorogation des délais fixés sous 3), de faire droit à cette demande et de fixer de nouveaux délais ;

5) décide, au cas où l'agent du Gouvernement allemand présenterait, après le 1^{er} juillet 1933 et au vu d'une demande éventuelle de prorogation de l'agent du Gouvernement polonais, une demande en fixation de délais fondée sur l'allégation d'un retard non justifié apporté par ledit Tribunal suprême au prononcé desdites sentences et susceptible de porter atteinte à la bonne application des dispositions de la Partie III, titre premier, de la Convention de Genève, et nonobstant la décision formulée au n° 4 ci-dessus, de prendre en considération cette demande, les deux Parties dûment entendues.

Fait en français et en anglais, le texte français faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le quatre février mil neuf cent trente-trois, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et dont les autres seront transmis respectivement au Gouvernement du Reich allemand et au Gouvernement de la République polonaise.

Le Président de la Cour :

(Signé) M. ADATCI.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

(b) for the filing of the Reply by the German Government: September 15th, 1933;

(c) for the filing of the Rejoinder by the Polish Government: October 15th, 1933;

(4) decides that, should the Agent for the Polish Government ask—in conformity with Article 33 of the Rules—for an extension of the time-limits fixed under (3), on the ground that the Supreme Polish Administrative Tribunal has not, by July 1st, 1933, pronounced judgment upon the appeals of the Prince von Pless filed on April 19th, 20th and 26th and May 9th and 10th, 1932, it will give effect to such request and fix new time-limits;

(5) decides that, should the Agent for the German Government, after July 1st, 1933, and having regard to any request for an extension made by the Polish Government's Agent, submit a request for the fixing of time-limits based on the contention that there has been an unwarrantable delay in the delivery of the said decisions by the said Supreme Tribunal, and that this is calculated to prejudice the proper operation of the provisions of Part III, Head I, of the Geneva Convention, it will, notwithstanding the decision recorded under (4) above, consider such request after duly hearing both Parties.

Done in French and English, the French text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this fourth day of February, one thousand nine hundred and thirty-three, in three copies, one of which shall be deposited in the archives of the Court and the others transmitted to the Government of the German Reich and to the Government of the Polish Republic respectively.

(Signed) M. ADATCI,
President of the Court.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar of the Court.